

# Enbata

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE  
BASQUE  
31 mai 2012  
n° 2231  
1,30 €

**les candidats aux législatives**  
**BLE interpelle**

**Laurence Hardouin  
candidature EH Bai  
dans la 5ème**

ISSN 0294-4596



917702941459006



# Palinodie

**D**ES sources proches de la Cour constitutionnelle espagnole avaient laissé entendre que la haute juridiction instruirait la semaine dernière le recours déposé par les avocats de Sortu contre le refus de légalisation prononcé par la Tribunal suprême il y a un an. Il n'en a rien été. La décision est reportée, au mieux, à la prochaine session plénière de la Cour des 5, 6 et 7 juin. Et peut-être même à une date plus lointaine.

La lecture de cette palinodie n'est pas aisée. Certains observateurs subodorent une manœuvre dilatoire de l'Etat espagnol pour éviter de se prononcer avant les élections autonomiques qui seront vraisemblablement avancées à l'automne, six mois avant leur terme normal, et empêcher ainsi la gauche abertzale héritière de Batasuna de se présenter ès qualité, seule ou en coalition, au scrutin qui décidera, sans nul doute, qui de la gauche ou de la droite abertzale décrochera la timbale d'Ajuriaenea. On serait tenté d'accorder quelque crédit à cette interprétation, tant les récentes décisions de justice, notamment le maintien en prison, pour des années, des prévenus de Bateragunea, au premier rang desquels Arnaldo Otegi pressenti pour être candidat au poste de lehendakari, semblent aller dans ce sens.

Mais la vérité est peut-être encore plus complexe. La Cour constitutionnelle a peut-être saisi là l'occasion d'exercer une forme de chantage sur le PSOE et, dans une moindre mesure, sur le PP. De quoi s'agit-il? La Cour compte 12 membres désignés à la majorité des 3/5<sup>èmes</sup> par les Cortès. Cette désignation ne peut donc se faire sans une entente entre PP et PSOE qui, avec 296 députés (186 PP et 110 PSOE) sur 350, détiennent une majorité écrasante au parlement espagnol.

Or, aucun accord n'a pu être trouvé depuis quatre ans entre les deux formations, ni pour désigner un juge en lieu et place du juge Garcia-Calvo décédé en 2008, ni pour procéder au remplacement des trois membres de la Cour constitutionnelle dont le mandat expirait en novembre 2010. Les trois juges concernés ont bien démissionné au terme de leur mandat, mais Sala, le président de la Cour, a refusé leur démission et les a maintenus en fonction jusqu'à la nomination de leurs successeurs par les parlementaires. Histoire de maintenir le bon fonctionnement de la Cour et surtout d'actionner la pompe à pres-

sion. Mais pour l'heure, rien n'y a fait.

La Cour a confié à la juge Elisa Pérez Vera la rédaction du rapport sur le recours intenté par les avocats de Sortu. C'est sur ce rapport que doivent se prononcer les onze juges, réunis en séance plénière, pour statuer. Le choix de la juge Pérez Vera n'est pas innocent: elle est l'une des six juges —contre cinq— qui avaient voté en faveur de la légalisation de Bildu en mai dernier. Et d'après des sources proches de la Cour, Pérez Vera aurait rédigé un rapport concluant à la légalisation de Sortu. C'est là que le chantage de la Cour constitutionnelle à l'intention du PSOE et, dans une moindre mesure du PP, peut fonctionner. Le message est clair: si vous ne procédez pas au remplacement du juge décédé et des trois démissionnaires, on statuera dans le sens préconisé par le rapport de la juge Pérez Vera et Sortu sera légalisé.

Les juges de la Cour constitutionnelle savent pertinemment que ni le PP ni le PSOE n'ont envie de voir débouler dans l'arène politique de la CAV un successeur de Batasuna dûment agréé et peut-être même un lehendakari issu de ses rangs prendre possession d'Ajuriaenea. Si les deux partis s'entendent rapidement pour désigner quatre nouveaux juges, de préférence plutôt conservateurs, Pérez Vera quittera la Cour, son rapport sera caduc et la nouvelle instruction du recours sera repoussée aux calendes grecques. Dans tous les cas à une date bien ultérieure aux élections autonomiques de la CAV.

Il n'est pas certain que le chantage ne marche pas. Car le président de la Cour constitutionnelle a également agité la menace d'une autre décision, également périlleuse pour le fonctionnement des institutions espagnoles: celle de l'acceptation de la démission des trois juges, qui réduirait le nombre des membres à huit, c'est-à-dire exactement un de plus que le quorum nécessaire pour siéger. Pour peu que l'un des membres restants, dont aucun n'est dans sa prime jeunesse, vienne à tomber malade, la Cour ne pourra plus statuer. Quoi qu'il en soit, ce nouvel épisode montre le peu de poids que pèse en soi la question de la légalisation de Sortu aux yeux des Espagnols. Elle n'a d'importance que pour satisfaire les intérêts ponctuels d'une institution espagnole bancaire instrumentalisée, comme le fut la lutte armée d'ETA, pour servir les intérêts de l'un ou l'autre parti au pouvoir.

# Sinetsi nahi ginuke

**N**OLA interpretatu behar ote dira azken hamar egunetan bizi izan diren errepresio gertakariak? - Beldurra? Probokazioa? Azken mendekuak? Ke pantaila? Galdera beharrezkoa da ikusiz zenbat gertakari izan diren. Lehenik bi preso ohien kasuak. Manu Azkarate preso ohiaren estradizioa auzia egin dute Pauen. Prokuradoreak estradizioa galdegin du. Auzitegiak heldu den maiatzaren 29an emanen du bere erabakia. Beste preso batek, Filipe Bidartek, egun berean jakinen du Pariseko Dei Auzitegiak Baigorriara, etxera, itzultzeko eskubidea utziko dion. Martxoaren 29an ukan zuen herriratzeko baimena baina prokuradoreak dei egin zuen. Beti presozen eskubideen gaiarekin segituz, Naia Lacroix-ren kasua. Maiatzaren 14an abiatu zuen gose greba Gradignaneko presondegian, isolamendua salatze-ko. Sostenguz, beste preso bat, Zuhaitz Errasti gose greban sartu zen ere. Fresnes, La Sante eta Villepinten mugimendua abiatzeko prest ziren, txandakako gose grebak abiatzekotan. Lannemezaneko preso politikoei bazkari platoak errefusatu zituzten azken egunetan. Lacroix eta Errasti egarri greba egiteko asmoa zuten baina aitzin, berria zabaldu da: Dijoneko presondegira eramanez isolamendutik aterako zutela erran diote. Aste honetan jakin da ere zenbait pertsonen banku kontuak hustuak izan zirela, beste berririk ukan gabe. EHAK alderdiaren aurkako auzia kari beren kontuak blokatuak zituzten ezker abertzaleko 16 kidek. 2008ko apirilaren 8an,

Espainiako Auzitegi Nazionalak EHAK-ren aurka zabaldu dossierari segida emanez, Frantziako justiziak, alderdiak, Baionan zituen langileen eta haien inguruko batzuen kontuak blokatu zituen. Geroztik, justiziaren partetik inolako informaziorik ez dute ukan herritar horiek. Orotara 34 kontuk blokatuak segitzen dute eta, kalkuluaren arabera, diru zama 140.000 eurokoa litzateke. Beti alderdiei lotua, Sortuk aurkeztu baliabidea ez du aztertu ukan nahi espainol Auzitegi Konstituzionalak. Geroko utziz, erran gabe noizko. Sortu alderdiak salatu nahi zuen duela hamabost hilabetez geroztik ez dela alderdi legala bezala onartua. Blokatzeak segitzen bai Madri- len, bai Parisen, aldaketa gutti. Frantziar gobernu berria izanik ere. Manuel Valls, frantses Barne ministro berriaren lehen deklarapena izan da aitzinekoaren neurrikoa. ETA erakundeak hartu duen borroka armatuaren uzteko behin betiko deliberoaren frogara argi ta garbi, eskatu dio dituen armen itzultzea. Aldaketa gutti ere ikusiz igandean gertatu arrastatzeekin. Frantziako poliziak, Espainolaren laguntzarekin iduriz, bi uestezko ETAKide atzeman ditu Caunan herrian, Mont de Marsanetik hurbil, Landesetan. Bi militar buruzagi. Usaian bezala. Ezagutzen dugun musika. Euskal Herriko egoera aldatu dela? Frogatu behar. ETAK borroka armatua utzi duela bai. Errepresioak segitzen duela bai, lehen bezain azkar. Egoera aldatu dela ez. Egoera aldatzen ari dela? Egoera aldatzen ahal-ko dela? Sinetsi nahi ginuke.



CETTE SEMAINE  
**TARTARO**  
S'EST ÉTONNÉ

# AB va-t-il rebondir ?

● Michaël Alcibar

**A**B va-t-il rebondir? AB va-t-il rebondir de ne pas avoir flatté les ego de ceux qui croient ou croyaient avoir la «réponse» au problème des abertzale. «Dans le jambon tout est bon» et «Dans le plastique tout est magnifique»... Les slogans sont porteurs mais la réalité cache bien d'autres choses... Malgré un syndrome Peter Pan, soit disant, très affirmé, AB ainsi que les abertzale font ce qu'il y a à faire pour proposer une alternative socioéconomique à la population de notre pays. Une alternative qui ne déroge en rien à nos valeurs et qui s'affirme chaque année de plus en plus unanime dans notre mouvement. D'ailleurs, l'alternative devient si crédible que des candidatures inimaginables il y a quelques années deviennent possibles et réelles aujourd'hui. La métaphore du monde rugbystique est intéressante mais inappropriée pour un parti comme AB. Nous sommes bien loin du monde de l'ovale. Certains voudraient bien nous faire croire que nous ne sommes qu'un ballon ovale au rebond incertain. Mais, bien loin des décisions prises à la légère et à la va vite, ce qui caractérise avant tout notre maison c'est la démocratie participative.

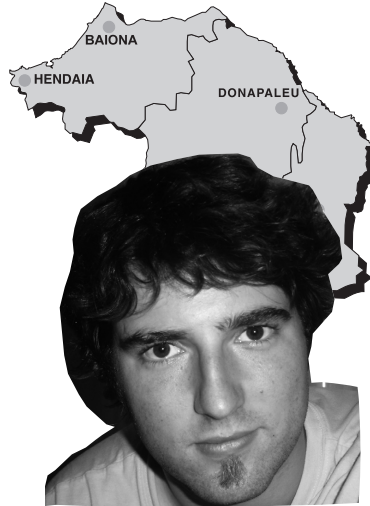
## Capacité de discernement

Les décisions se votent. Elles s'argumentent et se débattent. Donc quitte à faire une métaphore autant prendre celle de la pelote. Les rebonds sont maîtrisés et la pelote prend réellement la direction décidée. En revanche, on ne peut nier que pour l'adversaire les deux murs sont difficiles à encaisser surtout lorsqu'ils s'enchaînent régulièrement au fil des points. Acculé et fatigué, la capacité de discernement se perd vite alors que la pelote court. Dès lors, il est facile de mettre en avant la peur de grandir quand c'est sa propre ombre qui, entre nous, essaye «discrètement», si c'est possible de nos jours, de scier la branche sur laquelle notre mouvance est assise. Le combat politique est une chose mais essayer en off de saborder une décision pour justifier ses positionnements politiques ce n'est plus du combat politique.

Alors oui AB va rebondir. AB va rebondir dans ce cercle abertzaleo-abertzale qui se développe petit à petit. La crise n'est pas derrière nous mais bien devant nous. Les années qui viennent vont être difficiles mais la crise à du bon dans un sens: elle favorise l'alternative. La Grèce nous l'a montré et l'ascension de l'extrême gauche doit être un modèle pour nous. Effectivement, l'alternative d'Iparralde c'est l'abertzaléisme pour tout un tas de raisons. Outre la défense de notre patrimoine local, notre projet est la relocalisation de l'économie et de la politique à l'échelle de notre bon et vieux Pays Basque. On le voit à l'heure actuelle, le débat sur l'institution nous donne tous les jours un peu plus raison.

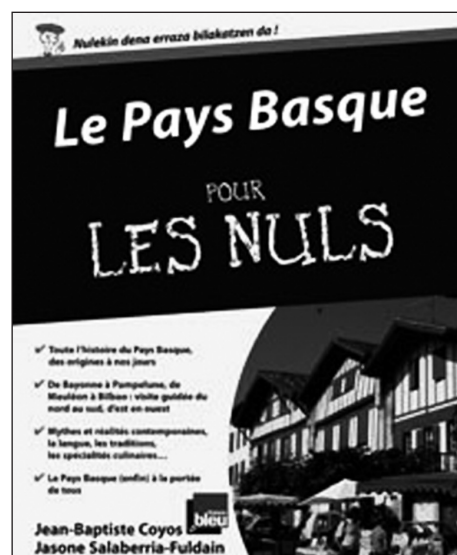
## Travail commun

Notre projet est la construction du Pays Basque de demain. Cette position nous ne pouvons la défendre seuls. C'est pour cela qu'il y a peu nous signions une déclaration d'intention pour mettre en place un travail commun avec EA, Alternatiba, Aralar et Batasuna. C'est le choix stratégique fait par le secrétariat d'AB cette année. On peut lire d'ailleurs à ce sujet des cari-



catures faciles et gratuites: certains y voient «un simple lifting structurel (...) s'appuyant sur l'effet d'une belharra venue du Sud». Or, il n'y a pas de lifting structurel. Notre structure n'a pas évolué et n'a pas pour vocation d'évoluer. Nous continuons le même travail qu'avant mais à plusieurs. Notre priorité est l'accumulation de forces politiques qui vont dans le même sens. De plus, ces initiatives ont au moins eu le mérite de réunir toutes les chapelles abertzale et souverainistes autour d'un même projet. Depuis plus de dix ans cela n'était pas arrivé.

La capacité à grandir d'AB vient de son engagement et de ses responsabilités dans l'abertzaléisme d'Iparralde. Nos voix sont comptées et attirent les autres formations politiques. De plus, il ne faut pas oublier le chemin parcouru depuis le mouvement Enbata. Notre priorité doit être la pérennisation du travail entre abertzale. L'idéal serait de mettre en place un accord stratégique avec Batasuna concernant Iparralde sur les trois grands points que sont l'institution, l'officialisation du basque, la résolution du conflit. En cela AB montrerait sa capacité à rebondir et sa capacité à grandir.



●●● pas tant que ça, que, nouvel épisode dans les guerres intestines qui secouent le Vatican, le majordome du pape ait été emprisonné sur soupçons de fuites de documents secrets. Les vieux prélat romains souffriraient-ils d'incontinence?

●●● pas tant que ça que les banques espagnoles pourraient perdre jusqu'à 260 milliards d'euros en 2012-2013, dont 60 milliards pour la seule Bankia, suite à l'éclatement de la bulle spéculative immobilière. Les sous c'est plus difficile à garder que les prisonniers basques. ●●● et réjoui que le ministère espagnol de l'Équipement refuse l'allongement de la piste d'atterrissage de l'aéroport de Hondarribia, source de tant de nuisances sonores à Hendaye. A la tête d'un pays au bord de la ruine, le gouvernement PP ne peut plus rien allonger.

●●● qu'un sondage donne Bayrou battu dans son fief à la législative du 17 juin. On se demandait où était Bayrou, à gauche ou à droite? En fait, il est en bas! ●●● qu'avec 20% de la population âgée de plus de 65 ans, la Communauté autonome basque rivalise avec l'Allemagne dont le taux de seniors est le plus élevé en Europe. Vu le palmarès du festival de Cannes, c'est bon pour la fréquentation des cinoches.

# Laurence Hardouin Peio Menta Candidats EH Bai dans la 5<sup>ème</sup> circonscription

*Dans le cadre de la campagne pour les législatives du 10 et 17 juin, nous donnons la parole successivement aux trois candidats EH Bai en Iparralde. Après Anita Lopepe, candidate dans la 4<sup>ème</sup>, la semaine dernière, Laurence Hardouin, candidate EH Bai dans la 5<sup>ème</sup>, répond à nos questions.*

**E** NBATA: *Certains abertzale disent que les législatives françaises ne sont pas des élections prioritaires pour les abertzale. Que répondez-vous à cela?*

**Laurence Hardouin:** La situation actuelle est inédite. Nous sommes à un virage important, celui de la résolution du conflit en Euskal Herria et il est de notre responsabilité de participer activement à cette résolution. Les élections législatives sont un moyen de faire passer notre message à ce sujet pour lequel nous sommes impliqués et concernés au premier plan et obliger les autres représentants et représentantes de partis politiques de prendre leurs responsabilités et de se positionner.

**Enb.:** *Vous venez du monde non abertzale, vous êtes en quelque sorte une candidate d'ouverture. Pourquoi avoir*

*accepté cette investiture?*

**L. H.:** Lorsque l'on m'a proposé de rejoindre EH Bai c'est vrai que je me suis posé la question de ma «légitimité» dans le sens où même si j'adhère pleinement aux idées et aux combats que cette coalition porte, j'avais une sorte de «complexe» à me retrouver en tête de liste. Et puis, en y réfléchissant, je me suis dit que ma contribution pouvait passer par cet engagement.

Je suis en lien avec les militants et les militantes abertzale depuis des années au travers de mon propre engagement associatif et ils m'ont toujours soutenue dans mes combats et mobilisations. Du coup je me suis dit que c'était à mon tour de répondre présente. Etre abertzale peut prendre différentes formes, les clichés je laisse ça aux autres. Je n'ai jamais fonctionné avec des a priori, et je veux aussi par cette candidature combattre toutes les idées reçues et elles sont nombreuses.



Photo le JPB

Laurence Hardouin à 42 ans. Elle habite à Anglet.

**Enb.:** *Comment allez-vous vous adresser aux électeurs de cette 5<sup>ème</sup> circonscription, où le vote socialiste a fortement progressé à la présidentielle mais où l'électorat est loin des préoccupations abertzale?*

**L. H.:** Notre programme est un vrai programme de gauche. Il y a une alternative entre la droite et le parti socialiste qui s'est rangé à une politique néo-libérale. Cela passe par l'affirmation que la dette n'est pas notre dette, mais celle des banques et des riches.

Le Parti socialiste a participé à la déréglementation des marchés financiers, en soutenant notamment les différents traités européens avec ses dogmes néo-libéraux. Le dernier gouvernement socialiste de Jospin a favorisé la privatisation de France Télécom, signé les accords européens de Barcelone ouvrant à la concurrence les services publics de l'énergie, des transports et du courrier. J'ai du mal à croire à un véritablement changement!

**Enb.:** *Dans cette terre de mission qu'est la 5<sup>ème</sup> circonscription pour les abertzale, on imagine que votre intention n'est pas de vous adresser aux seuls abertzale, mais d'amener à vous des citoyens proches des options abertzale. Quel sera le cœur de votre message pour être entendue par un électorat plus vaste et améliorer ainsi le score abertzale dans la 5<sup>ème</sup> circonscription?*

**L. H.:** En effet, EH Bai n'entend pas s'adresser aux seuls abertzale, notre programme concerne tous les habitants du Pays Basque, peu importe que l'on soit né ici ou que l'on

2012KO MAIATZAREN 31AN

YAYO HERRERO, ECOLOGISTAS EN ACCION

## L'économie verte ?

Toujours plus de profits, sur le dos de la planète !



Répondant à l'Appel de Via Campesina de réaliser le mardi 5 juin -journée mondiale de l'environnement-partout dans le monde des actions pour lancer la mobilisation internationale en perspective du sommet Rio+20, le syndicat ouvrier ELA et le mouvement altermondialiste Bizi! organisent deux conférences et un rassemblement à Bilbao et à Bayonne. Yayo Herrero, d'Ecologistas en Accion, présente pour *Alda!* son intervention qui aura lieu le 5 juin au matin à Bilbo.

"Nous sommes actuellement en pleine crise globale et profonde, et, au milieu d'attaques féroces contre les conditions de vie des personnes.

Cette fois-ci, tout cela se déroule dans les pays dits démocratiques.

Tout indique que 20 ans après Rio 92, la situation écologique est encore plus dramatique.

Fin de l'énergie fossile bon marché, changement climatique ou perte de la biodiversité offrent un panorama qui est, du point de vue écologique, extrêmement préoccupant.

### De la crise écologique à la crise sociale

Et, dans le domaine social et économique, la situation n'a guère été plus réjouissante. A partir de l'explosion de la crise des prêts hypothécaires, nous avons vu comment la tentative de retrouver des taux de bénéfices du capital à partir de coupes budgétaires dans les dépenses publiques et l'exploitation des derniers biens communs restants, a créé des situations de grave précarité pour une bonne part de la population.

### Deux dépendances matérielles

L'économie capitaliste activée par l'idéologie néolibérale ignore que la vie humaine a au moins deux dépendances matérielles incontournables. La première correspond à la dépendance que nous avons par rapport aux écosystèmes et aux matières premières finies de la planète.

La seconde, correspond au fait que la vie humaine prend forme dans des corps vulnérables qui demandent, surtout dans des phases précises de la vie, le soin et l'attention d'autres personnes.

Vivre en tournant le dos aux dépendances matérielles a créé une économie et un style de vie en guerre contre la nature et contre les corps humains.

### Ambiguïté du capitalisme vert

Dans les sphères politiques, on parle de l'économie verte. Sous ce terme ambigu, les institutions officielles, appuyées par un bon nombre d'entreprises transnationales et de leur "Département Responsabilité Sociale de l'Entreprise", défendent l'idée d'avancer vers une sorte de capitalisme vert. Le capitalisme vert se présentant comme un système dans lequel les paramètres qualitatifs, sociaux et écologiques peuvent être considérés comme allant de soi à l'intérieur du propre système économique, pour les nombreux acteurs en concurrence.



Yayo Herrero

Pendant, les bases sur lesquelles repose le système capitaliste (la production au service du bénéfice, la tendance à l'accumulation, la concurrence entre capitaux, etc.) empêchent de procéder aux transformations et investissements nécessaires, pour redessiner de façon urgente un modèle productif et énergétique protégeant les personnes.

### Véritable économie écologique

Une véritable économie écologique aurait pour but d'orienter le modèle énergétique vers les renouvelables, en veillant à connaître la quantité d'énergie nécessaire et la finalité de cette dernière.

En investissant en elle, sans en attendre des rendements économiques croissants.

Elle essaierait de convertir l'ensemble du système de production-distribution et consommation en fonction des nécessités de toutes les personnes, en

tenant compte du fait qu'on ne peut mettre la pression sur la nature au-delà de sa propre capacité de régénération.

### Diminuer l'empreinte écologique de ceux qui sur-consomment et sur-produisent

Si à l'heure actuelle, les limites bio-géophysiques sont déjà dépassées, la nécessité de diminuer le métabolisme physique en termes absolus est évidente.

En étant conscients que sur notre planète, des millions de personnes sont en manque de ressources de bases, il est évident que le plus grand poids de la réduction doit être porté par les secteurs de la population qui sur-consomment et sur-produisent.

### Partage des richesses et limitation de l'accumulation

Dans une planète aux ressources finies, l'unique possibilité de justice est le partage de la richesse et la limitation de l'accumulation immorale qui met en danger l'existence même de l'être humain.

Nous ne sommes pas en face d'un problème technologique.

Même en la peignant tout en vert, l'économie capitaliste ne peut régler ces équations.

C'est un problème politique que ne peuvent régler ces gouvernements qui dans de nombreux cas se sont convertis en bras administratif-législatif-oppresseur qui agit aux ordres des marchés et de ses responsables.

Une véritable économie verte et juste ne pourra venir que de la main de sociétés démocratiques, dans le bon sens du terme.

**Conference / Hitzaldia**  
 Ekainak 5, Ingurumenaren Nazioarteko Eguna  
 5 de Junio, Día Mundial del Medio Ambiente  
 5 juin, Journée Mondiale de l'environnement

<p><b>Bilbo</b></p> <p>¿"Economía Verde"?        Etekin handiak        ingurumenaren kontura</p> <p>Yayo Herrero        Esther Vivas        Adrien Kempf (Bizi!)</p> <p>9:30 EHUko Paraninfoa        (Abandoibarra)</p>	<p><b>Baiona</b></p> <p>"La nature n'a pas de prix"        Kapitalismo berdearen        arriskuak</p> <p>Geneviève Azam (ATTAC)        Barth Camedescasse (Bizi)        Ainhara Plazaola (ELA)</p> <p>20:00 Amphi du Château        Neuf de l'IUT</p>
---	---

MANU ROBLES-ARANGIZ INSTITUTUA    bizi!    ELA EUSKAL SINDIKATUA

### Nola aurre egin zuzentasunez gainbehera ekologikoari? (Yayo Herrero-ren "Gutxiagorekin ongi bizitzea" liburutik)



Gizakiok erabat gaude naturaren eta beste pertsona batzuen denboren mendean; gehienbat, gizarte patriarkaletako emakumeek gorputzak zaintzeari eskaintzen dioten denboraren mendean, gorputzak ere amaikorrek eta ahulak baitira. Bi mendekotasun horiek saihestezinak dira, baina kultura kapitalistak (bai eta, zoritxarrez, kapitalismoaren aurkako arrazionaltasun batzuk ere) bi mendetasunei bizkarra emanez eraiki dira.

Muga materialei bizkarra emanda bizitzearen ondorioz, biziari bera-ri eusten dioten oinarri fisikoen eta prozesu dinamikoen kontrako ekoizpen, banaketa eta kontsumo eredu bat eraiki dugu. Eredu hori, gainera, erabat da bidegabea eta berdintasunik gabekoa, eta ez da gauza izan jende gehienaren oinarritzko beharrak asetzeko.

Diru-irabaziak sortzeari esaten zaio ekoizpena gure mendebaldeko munduan, batere kontuan hartu gabe ekoizpen horren oinarrian natura dagoela. Berdin dio barazkiak eta armak "ekoizteak". Gauza garrantzitsu bakarra da ekoizpen hori (egia esan, lehendik dauden baliabide mugatuak erauzi eta eraldatzea) lagungarria izatea ekonomiaren hazkunde neurtzeko erabiltzen diren diru-agregatuak ugaritze aldera.

Mugak gainezka egina dagoen planeta batean bizi gara, non gainbehera fasean baitaude nekazaritza-hiri-industrian dautzan metabolismoaren funtzionamendurako egun ezinbestekoak diren material batzuk; bada, ekonomiaren arlo materialaren deshazkundera ez da aukera bat. Jende asko (Periferiakoa, batez ere), izan ere, erregai fosilen, ur gezaren edo lur emankorren eskasiak jota bizi da, eta horrek ez du atzerabiderik. (...)

(...) behar-beharrezkoa zaigu aztertzea derrigorrezko zer ekoizpen eta zer lan komeni den sozialki sustatzea, eta zer jarduera kaltegarri komeni den birmoldatzea, haietan diharduten gizon-emakumeak babesteko.(...)

Denbora luzaz, mugimendu ekologistak eta sindikalgiak elkarri bizkarra eman diote eta elkarren aurka ere bizi izan dira. Kapitalismoaren aurkako ekologismo sozial batek kapitalaren eta lanaren arteko kontraesanetan pausatu behar du begirada, eta negoziazio kolektibolari eta lan-eskubideari eusteko kezka izan behar du. Egiatzko lurraldeetan sustraituriko sindikalgiak ezin du ahaztu kapitalismoaren ekoizpen moldea, funtsean, bizitza mantentzearen aurkakoa dela.

Lanaren kontzeptua bera eztabaidatu beharra dago, ekoizpenaz gain, etxeko ugalketa eta eguneroko ongizatearen kudeaketa ere barne hartzeko; aztertu beharra dago zer sektorek eta jarduerak balio duten giza premiak asetzeko, eta zeintzuek baldintzatzen duten etorkizuna, baita epe laburrean ere; ikertu beharra dago zer aliantza eta sinergia izan daitezkeen sindikalgiak, ekologismoa, feminismoa eta beste mugimendu batzuk borroka bateratuetan elkartzeko tresna egokiak. Horra hor berehalako batean egin beharreko lanak; gaur egun, izan ere, itxuraz, aliantzak ehuntzea eta mugimendua egituratzea bide bakarra baita, bizi digun "estatu-kolpe" neoliberalaren kontra ekiteko eta bestelako errealitate bat eraikitzeko; hots, bere baitan hartzen gaituen planetarekiko errealitate bateragarri eta bidezko bat eraikitzeko.

[www.mrafundazioa.org/eu/dokumentazio-zentrua/ingurumena/gutxiagorekin-ongi-bizi](http://www.mrafundazioa.org/eu/dokumentazio-zentrua/ingurumena/gutxiagorekin-ongi-bizi)

## Haien etekinak, gure krisiak!

Ztarras Ringarria

"Somnanbuluak bezala, hondamen-diruntz gabiltz!" idatzi omen du Edgar Morin-ek.

Esaldi horrekin irudiztatzen ahal da Frantses Estatuko lehendakaritzako eta orain legebiltzarreko hauteskondeen karietarat egin eta egiten ari den kanpainaren eskasak eman inpresioa.

Hots, krisi ekologiko, finantziario, ekonomiko, sozial eta demokratikoaren erroik diagnostikatzeko ordez eta aterabideei buruz eztabaida sakona ukaiteko ordez... axalezko gaietan "murgildu" da eztabaida.

Horren gatik zailtzen du esplikatzerat eta argi uzterat bizi dugun krisia, kapitalismoarena dela eta ez Estatu babesleena.

Alta, hori ulertuz geroz, argi da neoliberalismoaren eredu ekonomikoa ez dela aterabide bakarra, baina alderantziz, hura dela arazoa.

Ber maneran, argi utzi behar da, justizia soziala ez dela luxu bat, zor publikoaren mesedetan behar dena sakrifikatu, baizik eta krisiatik ateratzeko medio bat dela!

Lana partekatzea, iraultza fiskalaren saiatzea, Europa sozial baten eraikuntza, Tobin tasaren plantan emaita, etab. ekonomista batzuk oraindik aterabideen sailan ezartzen dituzten medioak dira.

Hots, aterabide berri batzu posible dira, erroik berriak!

Gutenberg-ek ez du imprimategia asmatu idazluma euskarri bat brikolatuz edo lardaskatuz.

Adi egon gaiten beraz, trantsizio ekologiko eta sozialaren bidean ezartzen gaituzten proposamenekin.

Bide hortan baitira entseutuko epe ertain eta luzean baliagarriak izanen diren adibideak.

## ADRIEN KEMPF

Membre de Bizi!



# Illusion verte

**"Nos voitures n'ont jamais été aussi économes, pourtant, nous n'avons jamais consommé autant de carburant..."**

### Comment es-tu arrivé à Bizi? ?

J'ai adhéré à *Bizi!* très vite après être arrivé au Pays Basque il y a deux ans, notamment parce que j'ai connu des gens qui y étaient. Et puis il y avait les actions très démonstratives – on a envie d'en être – des chantiers très concrets et l'alliance des sujets écologiques et sociaux. Avant, j'étais rarement entré, dans des mouvements structurés et pérennes.

L'originalité de *Bizi!* je crois c'est d'allier mise en pratique et théorie. Beaucoup de mouvements le font mais on peut toujours dire quelle est la dominante. J'aurais beaucoup de mal à dire si *Bizi!* est plus l'un ou plus l'autre : c'est vraiment l'alliance des deux.

C'est un peu la même idée sur la rencontre des sujets écologiques et sociaux : ils ne sont pas simplement complémentaires, ils fonctionnent ensemble.

### Tu représenteras Bizi! lors de la Conférence organisée à Bilbo par ELA dans le cadre de la Journée Internationale de l'Environnement. Quel est le sens de la présence d'un mouvement comme Bizi! ?

Nous voulons porter notre message, si on nous invite à le faire tant mieux ! D'autant plus qu'il nous semble important de faire des liens avec Hegoalde.

Et puis surtout cela s'inscrit dans la préparation du Sommet de Rio+20, fin juin, sur le climat : une conférence est aussi organisée le soir à Bayonne, plusieurs mobilisations sont prévues pendant le sommet du 20 au 22 juin au Pays Basque et bien sûr la délégation commune ELA – *Bizi!* qui sera sur place à Rio.

Rio est un événement très important pour les choix qui seront faits concernant la lutte contre le changement climatique. Il faut que l'intérêt grandisse pour ce sujet. Il y aura à Bilbo tous les responsables d'ELA, des gens qui sont tous les jours dans les entreprises et sur le terrain. C'est une occasion formidable.

### On nous propose l'économie verte comme étant une solution acceptable par tous... alors que Bizi! critique ce choix...

L'enjeu face au changement climatique c'est d'éviter un chaos social et un désastre écologique.

L'économie verte est très largement présentée comme la solution. En fait, pour ceux qui défendent cette idée, peu importe la crise climatique, ils ne veulent pas changer de modèle, l'économie verte est une illusion.

En réalité tous savent que le charbon propre, les droits à polluer ou les voitures hybrides, en un mot la croissance verte, ne sont pas une solution. Cela ne remet pas en cause l'explosion des inégalités qui bloque toute transition, la pression grandissante sur des ressources naturelles physiquement limitées et l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre.

Si on ne réduit pas la consommation et la production globale, toute économie d'énergie dans un domaine est annulée par une nouvelle consommation ailleurs. Pour exemple, nos voitures n'ont jamais été aussi économes, pourtant nous n'avons jamais consommé autant de carburant. Cherchez l'erreur.

### Pourtant, l'économie et la croissance vertes sont présentées comme justes...

Nous voulons montrer que ce sont de fausses solutions, qu'il nous faut changer de système pour pouvoir réduire drastiquement nos émissions ainsi que notre consommation matérielle.

Ce n'est pas facile à entendre pour un syndicat : il s'agit d'aller contre le maintien de certaines activités nuisibles, de réduire la sphère de la production, donc le terrain d'action syndical.

D'un autre côté cela rejoint et renforce beaucoup de combats syndicaux historiques comme la réduction du temps de travail.

Cet échange sera très enrichissant, pour eux j'espère mais je crois qu'on a aussi beaucoup à apprendre.

# Luttons contre les idées fausses

## Non, les pauvres ne sont pas des fraudeurs!

Beaucoup de choses fausses sont dites sur l'assistanat, la fraude sociale, les étrangers qui coûteraient cher à la France... Elles installent une rhétorique qui risque de marquer les esprits pour longtemps.

Le Mouvement ATD (Agir Tous pour la Dignité) Quart Monde France [www.atd.quartmonde.fr/ideesrecues](http://www.atd.quartmonde.fr/ideesrecues) nous invite à déconstruire ces contre-vérités en prenant connaissance de ce document et en le diffusant largement autour de nous.

La fraude aux prestations sociales est évaluée à environ 3 milliards d'€ et concernerait 1% des particuliers (source Cour des comptes, <http://bit.ly/pszAmR>).

NB : dans ces 3 milliards figure une part de fraude due aux médecins qui font des dépassements d'honoraires.

90% de ces 3 milliards sont récupérés.

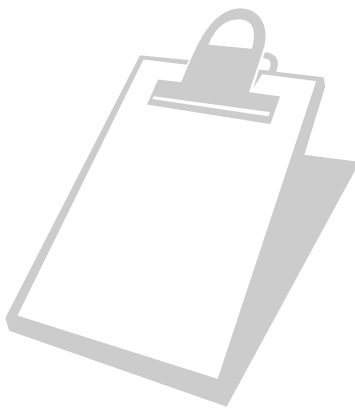
La CNAF estime le taux de fraude à 0,46% pour les prestations familiales, 3,1% pour l'API (Allocation Parent Isolé), 3,6% pour le RMI-RSA (source : AFP, 29 avril 2010).



C'est à comparer avec la fraude aux prélèvements sociaux due aux entreprises, évaluée à entre 8 et 12 Milliards d'€ et qui concernerait 10% des entreprises (source Conseil des prélèvements obligatoires en 2007), et avec la fraude fiscale, évaluée à entre 20 et 25 Milliards d'€

par le Conseil des prélèvements obligatoires en 2007, ou 30 Milliards d'€ par la Direction du Budget, ou encore 50 Milliards d'€ par la Commission Européenne. (...)

## Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga : [www.mrafundazioa-alda.org](http://www.mrafundazioa-alda.org)

Bientôt une monnaie locale au Pays basque : **Laster tokiko moneta Euskal Herrian**

Vous voulez en savoir plus sur cette monnaie basque, écologique et solidaire ? **Informazio gehiago nahi duzue ukan euskal moneta ekologikoa eta solidario honetaz?**

**Réunion publique / Bilkura publikoa**

**Vendredi 1er juin à 19H00**  
Ekainaren 1a ostiralarekin 19:00etan

**Bayonne / Baiona**  
(IUT place Paul-Bert plazan)

Plus d'infos sur / Xehetasun gehiagozentzat : [info@euskalmoneta.org](mailto:info@euskalmoneta.org)  
[www.euskalmoneta.org](http://www.euskalmoneta.org)

Justizia sozialaren eta ingurumenaren aldeko herrien gaitura  
Ekainaren 5an, asteartean 20:00etan, Baionako IUTko Arrian

**Mardi 5 juin à 20H00**  
à l'Amphi du Château Neuf de l'IUT à Bayonne  
Sommet des peuples pour la justice sociale et environnementale Rio + 20

**CONFÉRENCE / HITZALDIA**  
avec Barth Camedecasse (Bizi), Ainara Plazaola (ELA) et **Geneviève Azam**  
Maître de conférence en économie et chercheuse, membre du Conseil Scientifique d'ATTAC

**"La nature n'a pas de prix"**  
Les dangers du capitalisme vert

Entrée gratuite, réservation conseillée - Sartzeta urritik, izena emateko  
05 59 25 65 52 / [info@bizimugi.eu](mailto:info@bizimugi.eu)

Organisé par Bizi ! et la Fondation Manu Robles-Arangiz Institutuak antolatuturik.

[www.bizimugi.eu](http://www.bizimugi.eu) [www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua  
20, Cordeliers karrira  
64100 BAIONA  
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23  
[www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)

Zuzendaria  
Dani Gomez  
Ipar Euskal Herriko arduraduna  
Txetx Etcheverry  
Alda!ren koordinatzailea  
Xabier Harlouchet





Angelu. Elle est avocate et mère de deux ans.

viennne d'ailleurs. Notre volonté est de prendre en compte les besoins de l'ensemble de la population. La diversité est une richesse, et nous sommes un peuple qui a toujours su préserver sa culture et sa langue, malgré la volonté de les éradiquer de la part de l'Etat français, alors il ne nous viendrait pas à l'idée de faire de même avec autrui!

Pour autant, cela n'est pas incompatible avec la volonté de se battre pour notre langue ou nos traditions nous ne sommes pas dans une logique d'opposition, mais de respect mutuel. Les rencontres que je peux faire au travers de mon métier ou de mon activité associative m'ont convaincu que notre programme est parfaitement en adéquation avec les besoins d'une population très variée. Là encore il faut sortir des clichés!

**Enb.: A l'instar de ce qui s'est produit par le passé, l'élection de François Hollande générera sans doute un mouvement en faveur du candidat socialiste pour donner une majorité au nouvel élu. Quelle sera votre stratégie pour que votre voix soit entendue par l'électorat progressiste? Quelles seront les idées-force qui vous démarqueront et donneront envie aux électeurs de voter pour le candidat que vous êtes?**

**L. H.:** Notre programme se décline sur deux axes: le premier global qui remet en cause le système économique actuel, source de graves inégalités de par le monde et le second local qui propose des alternatives crédibles pour améliorer cette situation. Une mesure essentielle pour créer de l'emploi est la reprise de la diminution du temps de travail en arrivant aux 32 H, car grâce à un partage plus

équitable des richesses nous pouvons partager le temps de travail et faire reculer la précarité. Le droit à la formation durant toute sa vie professionnelle et sur le temps de travail. EH Bai propose aussi de taxer les résidences secondaires et l'argent sera destiné à la construction de logements sociaux car nombre de personnes aujourd'hui pourraient y prétendre en raison de leur revenus et ne peuvent y accéder en raison du grave manque de logements.

**Enb.: Le statut de l'euskara et la collectivité territoriale spécifique seront, on imagine, au cœur de votre campagne.**

**Comment porterez-vous ces revendications auprès de l'électorat de la 5<sup>ème</sup> circonscription?**

**L. H.:** La co-officialité de l'euskara avec le français est une revendication forte. Il est nécessaire de reconnaître à l'euskara une égalité parfaite. Et cela passe par des mesures concrètes: la possibilité d'utiliser au choix l'une ou l'autre des deux langues dans les services publics par exemple.

Mais il faut aussi se donner les moyens de continuer à augmenter le nombre de locuteurs notamment en proposant systématiquement l'enseignement en euskara et de l'euskara dans toutes les écoles, et non pas comme aujourd'hui en le considérant comme une simple option qui doit être demandée par les parents pour leurs enfants ou en développant l'enseignement pour les adultes. Et je sais de quoi je parle...

Cette revendication est tellement ancienne — elle fut formulée pour la première fois par l'académie de la langue Basque en 1944—, il est urgent d'y parvenir enfin.

De fait la création d'une institution territoriale spécifique permettra d'œuvrer en ce sens. Elle permettra aussi de mettre en œuvre sur notre territoire une politique des transports cohérente et une politique en matière d'agriculture qui tient compte des besoins tant de la population consommatrice que des agriculteurs et agricultrices. En fait il faut que cette collectivité territoriale ait le plus de compétences possible pour pouvoir agir au plus près des besoins de la population.

**Enb.: Le programme d'EH Bai ne dit rien sur la nécessité d'un développement universitaire fort pour le Pays Basque Nord et de la création d'une université de plein exercice. Est-ce à dire qu'EH Bai pense que la formation des jeunes et la recherche n'ont pas d'importance pour le devenir de nos jeunes et du développement social et économique que nous voulons pour ce pays?**

**L. H.:** Bien évidemment que non! Le programme d'EH Bai propose un développement des filières technologiques et d'enseignements supérieurs. Nous sommes donc pour une université de plein exercice en Pays Basque qui permette aux jeunes de toute catégorie sociale de poursuivre leurs études près de leur domicile mais aussi de décider localement des formations et des partenariats à développer. Les restrictions budgétaires actuelles et le regroupement des universités ne favorisent pas

**“La diversité est une richesse et nous sommes un peuple qui a toujours su préserver sa culture et sa langue, malgré la volonté de l'Etat français de les éradiquer, alors il ne nous viendrait pas à l'idée de faire de même avec autrui.”**

cette revendication légitime. Mais les investissements financiers importants consentis par l'ACBA pour la construction du pôle universitaire doivent se traduire par une politique volontariste en dotation de postes d'enseignants et de filières complétées et adaptées au développement de ce territoire. Nous dénonçons le manque d'ambition de nos élus qui entraîne un risque de gaspillage d'argent public. Nous proposons la création d'une université technologique autonome en relation avec l'existant (IUT, Estia, IAE, Droit, Sciences, Euskara...) permettant l'instauration de filières complètes, de développer la recherche avec des entreprises locales et d'organiser des partenariats avec les universités d'Hegoalde et d'Europe.

La période est historique, un vent nouveau porteur d'espairs souffle sur le Pays Basque. Nous sommes tous concernés, pas une voix ne doit manquer. Hitza, la parole, notre slogan. Un seul objectif faire entendre la voix du Pays Basque à Paris! Bozka EH Bai.



Photo le JPB

Peio Menta, candidat suppléant, a 50 ans. Il vit à Baiona.

Il est éducateur et apiculteur et père de deux enfants.



# Lettre ouverte

## aux candidats aux élections législatives des Pyrénées-Atlantiques

**M**ESDAMES, messieurs, les candidats à l'élection législative,

Nous vous écrivons aujourd'hui afin de vous interpeller au sujet de la loi n° 2011-1843 du 8 décembre 2011 sur le Certificat d'Obtention Végétale.

Nous considérons que cette loi renforce l'emprise des sociétés semencières sur les agriculteurs en interdisant les semences fermières de la majorité des espèces cultivées et en imposant le prélèvement de taxes pour les 21 espèces pour lesquelles elles sont autorisées.

Nous nous interrogeons sur la légitimité de cette demande de l'industrie semencière qui n'a jamais rien payé pour utiliser le patrimoine végétal ni rien reversé aux agriculteurs qui l'ont sélectionné et conservé et qui exige aujourd'hui des royalties auprès des producteurs qui utilisent leurs propres semences.

L'activité agricole est traversée par une crise grave installant les agriculteurs dans une situation de grande précarité et fragilité économique. Dans un contexte d'ouverture généralisée des marchés et à la veille d'une diminution programmée des aides européennes, introduire une nouvelle charge au niveau national est de nature à affaiblir durablement les agriculteurs français en les installant dans une nouvelle distorsion de concurrence.

Or, nous affirmons que les droits des paysans de ressemer et d'échanger leurs

propres semences s'inscrivent dans un droit collectif inaliénable car fondateur de l'agriculture et qui ne saurait donc s'effacer devant un quelconque droit privé. Ce droit ancestral est indispensable à l'autonomie des fermes et à l'adaptation des cultures aux changements climatiques et à l'environnemental local. Il est le garant de la disponibilité du stock semencier et de la souveraineté alimentaire.

C'est pourquoi nous demandons l'abrogation de la loi n°2011-1843 du 8 décembre 2011 et la réécriture complète d'une nouvelle loi qui reconnaisse et protège les droits des agriculteurs à ressemer et échanger librement leurs semences.

Nous souhaitons connaître votre position à ce sujet. Si vous partagez notre opposition à cette loi scandaleuse, nous vous demandons de bien vouloir vous engager ouvertement à tout mettre en œuvre dans votre futur mandat pour défendre le droit des agriculteurs de conserver, d'utiliser, et d'échanger librement leurs semences de toutes les espèces (en nous retournant la lettre d'engagement ci-jointe avant le 3 juin 2012 à l'adresse suivante BLE - 32 rue de la Bidouze - 64120 Saint Palais).

En vous remerciant par avance pour votre coopération, veuillez recevoir, mesdames, messieurs les candidats, nos aimables salutations.

**Maritxu Castillon**

**Présidente de BLE**

**A Saint-Palais, le 24 Mai 2012**

# Déni de réalité

**F**ACE à la presse, Colette Capdevielle, avocate et candidate PS dans la 5<sup>ème</sup> circonscription, a affirmé qu'il n'existe pas de prisonniers politiques basques, mais qu'il faut parler de détenus... Elle parle comme les procureurs, les juges d'instruction et les juges du siège espagnols et français qui opèrent dans le cadre du traitement juridico-policier du problème basque. Elle est en phase avec le nouveau ministre de l'Intérieur socialiste qui vient de rassurer les néo-franquistes du gouvernement espagnol. On voit déjà qu'elle veut être une députée du pouvoir central au Pays Basque et non pas une députée du Pays Basque au Palais Bourbon.

Elle défendra la langue basque, bien sûr, et comment! Tout en niant l'existence d'un peuple qui la parle et le droit à l'existence

et à l'autodétermination de ce peuple. C'est-à-dire, la réalité qui fait que les «*détenus*» basque qui sont dispersés et éloignés de leurs familles pour répondre aux vœux de Madrid sont des prisonniers politiques. Rien de nouveau sous le soleil. Nous n'avons pas oublié les temps où, dans l'Etat de droit français, un certain ministre Mitterrand, ministre de la Justice dans le gouvernement du socialiste Guy Mollet envoyait les combattants du FLN à la guillotine: les socialistes ont décidé tout toujours autant de peine que leurs adversaires politiques à appréhender certaines réalités, aveuglés qu'ils sont, les uns comme les autres, par les dogmes du jacobinisme.

**F. B. Larçabal**

# EH Bai en campagne

**Maiatzaren 30a, asteazkena  
Mercredi 30 mai**

6<sup>ème</sup> circonscription: Réunion publique à Espelette à 20h30.

**Maiatzaren 31a, ortzeguna  
Jeudi 31 mai**

Journée commune sur les infrastructures, transports, aménagement du territoire. A 20h, réunion publique à la mairie d'Anglet avec la participation de Martin Garitano (député général du Gipuzkoa), Alain Iriart (maire et conseiller général de Saint Pierre d'Irube) et Bakartxo Ruiz (député au parlement de Navarre) ainsi que les candidat(e)s EH Bai.

**Ekainaren 1a, ortzirala  
Vendredi 1<sup>er</sup> juin**

4<sup>ème</sup> circonscription: Marché de Saint-Palais — Table ronde à Saint-Palais «*Les services de santé en Pays Basque intérieur*». 6<sup>ème</sup> circonscription: Soirée de soutien à EH Bai à Pausu — Réunion publique à Saint-Jean-de-Luz.

**Ekainaren 2a, larunbata  
Samedi 2 juin**

4<sup>ème</sup> circonscription: Marché à Hasparren — Table ronde à Mauléon «*Pourquoi l'avenir de la Soule est en Pays Basque*» — Marché de Mauléon. 5<sup>ème</sup> circonscription: 10h-12h Marché de Saint-Pierre-d'Irube. 6<sup>ème</sup> circonscription: Distribution de tracts à Cambo (landare besta) — Futbito Hendaia.

**Ekainaren 3a, igandea  
Dimanche 3 juin**

5<sup>ème</sup> circonscription: Marché à Anglet. 6<sup>ème</sup> circonscription: Mutxiko à Biarritz — Présence des candidats aux 40 ans de l'ikas-tola d'Ustaritz.

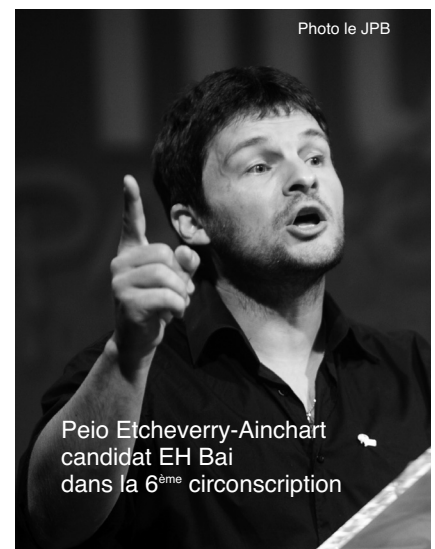


Photo le JPB

Peio Etcheverry-Ainchart  
candidat EH Bai  
dans la 6<sup>ème</sup> circonscription



## preso

● **Résolution du conflit?** A l'occasion du "G6" des ministres européens de l'Intérieur le 23 mai, le nouveau ministre français Manuel Valls, aux côtés de son homologue espagnol Jorge Fernandez, a appelé ETA à la restitution de ses armes. Selon lui, le gouvernement espagnol reste le seul interlocuteur en la matière. Sa position sera "celle du gouvernement français".

Le sort des preso est l'affaire de la société civile. C'est ce que préconise la nouvelle association *Herrira* qui multiplie les rencontres en Iparralde. Des manifestations publiques ont eu lieu des deux côtés de la frontière.

● **Aurore Martin en danger.** Coup dur pour Aurore Martin. Le recours présenté à Strasbourg contre le MAE ordonnant son extradition vers l'Espagne a été déclaré *irrecevable* par la Cour européenne. L'information, succincte, ne fait pas mention des motivations. Nous reparlerons de cette décision inacceptable.

● **Main basse sur les comptes.** L'affaire avait fait du bruit à l'époque et l'on aurait pu penser qu'elle était réglée. Le 8 février 2008, la justice espagnole avait déclaré EHAK interdit, et le Parti communiste des terres basques avait cessé d'exister, entraînant la cessation postérieure du mandat de ses neuf parlementaires à l'Assemblée de Gasteiz. Quasi simultanément, les comptes bancaires de ses sept salariés côté français, et ceux de leurs proches, 34 au total, étaient bloqués. La responsable de cet embargo est la juge anti-terroriste Laurence Le Vert, relayant une requête de Madrid. Aucune décision n'ayant été notifiée, aucune procédure n'ayant été diligentée, il était impossible d'en réclamer la main-levée. Ainsi se trouvaient paralysés les avoirs personnels et professionnels de 34 personnes, aveuglément frappées.

Le 24 mai, à Bayonne, les intéressés soutenus par leur avocat M<sup>e</sup> J-F. Blanco et le président de la LDH, dénonçaient publiquement une situation qui dure depuis quatre ans et demi. Ils ont décidé de saisir le procureur de Paris, ayant constaté en outre que tous ces comptes (140.000 euros) avaient été vidés en début d'année, au profit de la Caisse des Dépôts et Consignations!

● **ETA toujours là.** Deux membres présumés d'ETA ont été arrêtés le 27 mai à Cauna, près de Saint-Sever (Landes). Occupants d'une voiture volée, porteurs chacun d'une arme de poing, ils ont tenté de s'enfuir. Oroitz Gurrutxaga et Xabier Aranburu sont présentés par les espagnols comme "responsables de l'appareil militaire et de recrutement de l'organisation criminelle".

## Jean-Marc-en kronika



# Quel contenu à un rassemblement de la gauche abertzale en Iparralde ?

**A** LA suite de l'initiative d' élu(e)s abertzale de toute tendance autour de «*Bil gaiten*» visant à une «*démarche de recomposition de l'abertzalisme d'Iparralde en tenant compte des enjeux spécifiques de notre territoire*», une partie importante d'AB sous le vocable d'«*AB Aintzina*», pense que l'on peut réduire la concurrence politique (actuellement trois partis abertzale de gauche et un de droite qui se partagent entre 7 et 15 % des votes en fonction des élections). Parallèlement, il est temps d'engager, comme l'indique Bil Gaiten «*un nouvel élan que nous voulons insuffler à la vie publique au-delà du cercle abertzale et qui s'inscrit dans cette ouverture qu'il nous faut désormais organiser notamment lors des consultations électorales*». Aussi, il nous paraît important, avant de réactualiser notre projet politique, de se questionner sur un certain nombre d'orientations stratégiques que nous sommes en train de débattre en interne et que nous proposons aussi à la réflexion des structures désireuses de participer à la construction d'un nouvel espace. C'est en fonction des réponses à ces dix questions que nous nous investirons ou pas dans cette «*refondation/recomposition*»:

- 1) Voulons-nous impulser une dynamique strictement politique, civile et démocratique?
- 2) Voulons-nous organiser un mouvement abertzale de gauche autonome en Pays Basque Nord et qui aura un fonctionnement interne démocratique?
- 3) Souhaitons-nous mettre en place une coordination des gauches abertzale en Euskal Herria en respectant totalement les différents sigles et en écartant toute volonté d'hégémonie?
- 4) Actons-nous ensemble la reconnaissance

ce des trois grands territoires d'EH comme entités ayant chacune ses spécificités politiques et administratives et des rythmes différents?

5) Sommes-nous prêts à développer des réseaux et un partenariat politique sur le territoire français comme européen au travers notamment d'une participation active à Régions et Peuples Solidaires?

6) Posons-nous un soutien indéfectible à la plateforme Batera comme étant l'outil et la méthodologie la plus adaptée pour faire avancer la revendication institutionnelle en Pays Basque Nord?

7) Considérons-nous chaque élection de façon particulière avec des types de scrutin différents (un tour à la proportionnelle ou deux tours au scrutin majoritaire) que nous devons préparer de façon spécifique?

8) Sommes-nous pour un renforcement d'une alternative sociale et écologique?

9) Pensons-nous qu'il y a aussi des territoires différents au sein d'Iparralde (Pays Basque intérieur, Côte Sud et BAB) afin d'y développer des stratégies politiques et électorales non uniformes en prenant en compte la sociologie et les résultats électoraux des abertzale dans tous ces territoires?

10) Acceptons-nous l'idée de l'ouverture du mouvement abertzale de gauche à des personnes ou des mouvements non strictement abertzale, notamment lors des consultations électorales?

Si les huit premiers points sont actés au sein d'AB, les deux derniers font l'objet de discussions ces dernières années. Au vu de son expérience et de sa maturité à produire du débat démocratique en son sein, nul doute qu'AB, en tant que structure politique propre à Ipar Euskal Herria, restera l'aiguillon nécessaire pour répondre à ce type de questionnement.



# Le 10 juin prochain, pas une seule voix ne doit faire défaut à EH Bai

● Xabi Larralde

L n'est pas évident que la campagne électorale en cours passionne les abertzale. Au lendemain de la défaite de Nicolas Sarkozy, la question de savoir si François Hollande va bénéficier d'une majorité au parlement français n'est en effet pas très excitante, tant l'impression que les choses ne vont pas si profondément changer est grande. Pourtant, l'enjeu de ces législatives est extrêmement important pour les abertzale, et ce, à double titre. En premier lieu, ces élections seront les dernières avant la principale échéance que sont les municipales, prévues au départ pour 2014 et vraisemblablement repoussées en 2015. Je suis personnellement persuadé que l'abertzalisme de gauche peut représenter une alternative politique crédible aux notables de droite et du centre en Iparralde. Ces législatives vont offrir une photo électorale qui va marquer le panorama politique

du Pays Basque Nord pour les deux, trois ans à venir. Elle servira de principale référence à l'heure de jauger l'ancrage actuel et le potentiel du mouvement abertzale pour les années à venir. En second lieu, ces élections interviennent à un moment politique très particulier en Euskal Herria. D'une part, suite à la conférence internationale d'Aiete et à l'annonce par ETA de l'arrêt de la lutte armée, un processus de résolution démocratique du conflit tend à se développer. D'autre part, les travaux du Conseil de développement et du Conseil des élus doivent aboutir dans les prochains mois à la définition d'un cadre institutionnel pour Iparralde. Le nouveau pouvoir qui se met en place à Paris sera amené à se saisir du dossier du Pays Basque dans les prochaines semaines, et il devra définir sa position sur ces deux problématiques. Nous nous situons en Iparralde dans une conjoncture histo-

“ Ces législatives vont offrir une photo électorale qui va marquer le panorama politique du Pays Basque Nord pour les deux, trois ans à venir. Elle servira de principale référence à l'heure de jauger l'ancrage actuel et le potentiel du mouvement abertzale.”

rique, et autant pour les acteurs locaux que le pouvoir central, la représentativité des idées défendues par les abertzale va constituer une donnée fondamentale du panorama politique de ce pays. En fait, rarement le score des abertzale à un rendez-vous électoral n'aura revêtu autant de signification et de portée. Alors, vu la taille des enjeux, il est important que chaque militant abertzale fasse un effort de mobilisation pour les dix jours de campagne restants. Car le 10 juin, pas un seul vote ne doit faire défaut à Euskal Herria Bai!

## Sur votre agenda

### Ekaina:

● **Ortizirala 1a, PAUSU** (Xaia Ostatua). Bertso afaria (Maialen Lujanbio eta Odei Barroso) EH Baien alde.

● **Samedi 2 et dimanche 3, BEHAUZE** (ferme Goitia). Portes ouvertes à la ferme Goitia organisé par Bizi Toki.

● **Samedi 2, EZPELETA**. Jokoz Kanpo! Journée dédiée aux spectacles de rue.

● **Dimanche 3, UZTARITZE** (Ikastola). Journée spéciale pour les 40 ans de l'ikastola.

● **Mardi 5, 20h, BAIONA** (IUT place

Paul-Bert). Journée mondiale de l'environnement: conférence "La nature n'a pas de prix: les dangers du capitalisme vert" avec Geneviève Azam, Ainhara Plazaola et Barth Camedescasse organisée par Bizi! et ELA.

● **Dimanche 10**. Les producteurs fermiers Idoki fêtent leurs 20 ans en organisant six visites de fermes sur la côte, Hasparren, Baigorri, Garazi, Amikuze-Oztibarre et Soule.

● **Jusqu'au lundi 9 juillet, IRISARRI** (Ospitalea). Exposition Toberak et Cavalcade à Irisarri.

## Soulagement

L A Cour d'appel de Paris a rejeté l'appel que le parquet avait interjeté contre la décision du juge d'application des peines d'autoriser Filipe Bidart à résider et travailler au Pays Basque. Filipe peut donc revenir s'installer à Baigorri.

Rappel: En liberté conditionnelle depuis 5 ans (14 février 2007) après 19 ans de détention et 3 refus entre 2003 et 2007, Filipe Bidart résidait et travaillait à Béziers, empêché de vivre en Pays Basque et 20 départements alentour par une interdiction de séjour de 5 ans.

Cette mesure d'interdiction prenait fin le 13 février 2012. Par courrier du 7 mars 2012, Filipe sollicitait auprès du juge d'application des peines l'autorisation de résider et travailler au Pays Bas-



Filipe Bidart

que, projet professionnel à l'appui. Autorisation accordée.

Ce qui ne devait être qu'une formalité s'est trouvé compliquée par l'acharnement du gouvernement qui, par la voix du ministère public, faisait immédiatement appel. La cour d'appel de Paris a rejeté cet appel et Felipe peut donc revenir vivre chez lui.

Ongi etorri eta suerte on, Filipe.

## Sommaire

### ● CAHIER N°1 ENBATA

Laurence Hardouin, Peio Menta candidats EH Bai dans la 5<sup>ème</sup> circonscription ... 4 et 9 Lettre ouverte ... 10

● CAHIER N°2 «ALDA» ... quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

**Abonnement d'un an:** 60€

**Responsable de la publication:** Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190